



**Brève n° 02
du 04/04/2012**

SACLAY, TOUT S'ACCELERE AVANT LES ELECTIONS : L'UNIVERSITE PARIS-SARKOZY AU FORCEPS !

Au dernier Comité Technique de l'INRA, **tous les syndicats** demandaient de **remettre le projet de Saclay sur la table des discussions** et s'opposaient de nouveau à l'avancée du dossier, notamment en raison d'un manque de transparence dans son instruction. Ils ont réitéré cette demande au Conseil d'Administration du 28 mars et n'ont obtenu qu'une réponse très floue et peu convaincante du représentant du ministère de la recherche.

La présentation orale du projet d'Initiative d'Excellence (IdEx), aboutissant à sa validation par le jury, est allée bien au-delà des propositions initiales écrites qui engageaient l'ensemble des institutions : il s'est agi d'une véritable intégration des établissements d'enseignements supérieurs et de recherche dans un projet d'université dirigé par quelques responsables sans aucun avis des personnels, **faisant des EPST et EPIC concernés des agences de moyen au service de l'Université Paris-Saclay (UPSa)**, excluant AgroParisTech des écoles d'ingénierie par exemple.

En réponse à nos interpellations, Marion Guillou, Présidente de l'INRA, a indiqué nettement que ce qui avait valeur d'engagement était le document écrit ... sauf qu'une annexe de convention entre l'Etat et la Fondation de Coopération Scientifique (FCS) de Saclay, via l'ANR (Agence Nationale de la Recherche), stipulait que les **discussions orales faisaient foi dans l'attribution de l'IdEx**. La position de Marion Guillou est devenue alors moins claire, car elle ne connaissait pas ce document !

Aujourd'hui selon une dépêche de l'AEF en date du mardi 3 avril, le Président de l'Université Paris-Sud Orsay, dans un courrier à la FCS, semble demander instamment que le Conseil d'Administration de cette FCS, dans sa séance du 19 avril, ne statue pas sur cette convention, dont la signature serait « incompatible avec le déroulement des réflexions en cours » et « l'appropriation par les communautés de ces propositions ». D'après son courrier à la FCS, la signature du texte de convention est prévue pour le ... 20 avril, alors que le premier tour de la Présidentielle est fixé au 22 !

La CFDT INRA, opposée au projet de Saclay tel qu'il apparaît depuis des mois et encore plus aujourd'hui (i)absence de rôle de l'INRA et de ses personnels dans la gouvernance (ii)absence d'infrastructure sérieuse de transport pour accéder au futur site (iii) faiblesse des équipements d'accompagnement en particulier logements étudiants et agents permanents, demande à la Présidente de l'INRA de s'exprimer clairement et rapidement en dénonçant les dérives actuelles, qui aggravent tous les pressentiments négatifs que l'on peut légitimement avoir sur ce dossier.

CAMPAGNE PRESIDENTIELLE, LA CFDT PORTE LA PAROLE DES SALARIES ET REFUSE L'INSTRUMENTALISATION

(déclaration de la commission exécutive du 2 avril)

Comme elle le fait traditionnellement à l'approche des élections présidentielles, **la CFDT a interpellé les candidats des principaux partis démocratiques** sur leurs programmes en matière sociale et économique.

Quatre candidats ont reçu la CFDT (1) : Eva Joly, François Bayrou, François Hollande et Jean-Luc Mélenchon. Seul le candidat de l'UMP n'a pas souhaité répondre. La CFDT ne le rencontrera donc pas car la campagne officielle va débiter et **il n'est pas question pour la CFDT de se trouver en position d'être instrumentalisée** par un candidat si près du scrutin.

C'est la première fois qu'un président de la République sortant refuse d'échanger avec la CFDT. Cette attitude de Nicolas Sarkozy est dans la ligne de ses attaques répétées depuis le début de sa campagne contre les corps intermédiaires, les partenaires sociaux et en particulier les syndicats.

En février, la CFDT avait déjà condamné de tels propos en rappelant qu'**il est nocif de faire des corps intermédiaires des boucs émissaires** à des fins électoralistes. Depuis, le président a attaqué directement les militants CFDT dans le but de les opposer aux « vrais » salariés. **La CFDT déplore et condamne ces propos dangereux pour la démocratie** en général et la démocratie sociale en particulier.

La campagne présidentielle semble s'éloigner des questions sociales, qui sont pourtant les priorités des Français. **La CFDT réaffirme qu'elle continuera**, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, à **défendre les intérêts des salariés par le biais de la négociation.**

1 - Les comptes-rendus de ces rencontres ainsi que les réponses écrites des candidats sont disponibles sur le [site de la CFDT](#).